

Journée d'étude du CENA « Les émigrants français aux Amériques et la Première Guerre mondiale »

EHESS, le 29 mai 2006

Les socialistes franco-américains et la Première Guerre mondiale (août-décembre 1914)

Michel CORDILLOT

Dans le prolongement du *Dictionnaire biographique des militants ouvriers et exilés francophones aux Etats-Unis*¹ il m'a semblé intéressant de revenir sur la question de l'attitude des socialistes franco-américains lorsque éclate le conflit qui deviendra bientôt la Première Guerre mondiale. À première vue, on est presque dans un non sujet : il n'y a dans leur attitude rien qui puisse paraître véritablement surprenant ou original, puisque avec un décalage de quelques semaines, dû essentiellement à l'incertitude, voire à l'incrédulité face aux nouvelles déroutantes en provenance du Vieux Monde, les socialistes francophones des Etats-Unis vont à quelques rares exceptions près se rallier, certes avec des nuances, à « l'Union sacrée », tout comme l'ont déjà fait la plupart des socialistes européens. Comme c'est par ailleurs une attitude conforme à celle de la quasi totalité des immigrés francophones, ma contribution pourrait donc paraître devoir s'arrêter là.

Pourtant, derrière cette apparente simplicité, la réalité des choses s'avère comme souvent infiniment plus complexe, et aller y regarder de plus près peut nous permettre de nourrir une réflexion qui porte sans doute moins sur l'attitude en soi de ces hommes et de ces femmes vis-à-vis de la guerre — encore que nous ne soyons pas très loin du grand débat sur le thème « consentement ou contrainte ? » qui divise beaucoup en ce moment les spécialistes de la Première Guerre mondiale —, que sur ce que la Grande Guerre, en ce qu'elle est un formidable révélateur, nous permet de comprendre de leur psychologie et de la manière dont ils se voient et se définissent eux-mêmes, sur la manière dont ils ont construit leur identité. De ce point de vue, on pourrait presque dire que la Première Guerre mondiale va s'avérer être le grand moment de vérité, où va se révéler au grand jour toute une série de mécanismes psychologiques et identitaires

¹ Michel Cordillot *et al.*, *La Sociale en Amérique*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002.

importants révélant ce que sont les immigrés et comment ils hiérarchisent leurs loyautés.

Soulignons d'abord que si pour les socialistes français, et européens en général, se rallier à l'Union sacrée et accepter la guerre au nom des intérêts supérieurs de la patrie a représenté un retournement (ou, si l'on préfère, un renoncement) idéologique majeur, une telle démarche impliquait pour les socialistes franco-américains une rupture plus difficile encore puisqu'elle était triple.

Cela impliquait pour eux aussi une rupture idéologique, exploités et exploités étant désormais appelés à faire cause commune pour défendre des intérêts dont les militants socialistes avaient de tout temps proclamé qu'ils n'étaient pas les leurs ; et même une rupture d'autant plus spectaculaire en l'espèce, que la majorité des cadres socialistes francophones étaient aux États-Unis issus de la matrice anarchiste ou syndicaliste révolutionnaire, et donc a priori particulièrement intransigeants sur la question de l'antimilitarisme et du refus de toute posture chauvine ou patriotique.

Mais la différence majeure avec leurs homologues européens est que s'ajoutaient à cette rupture idéologique deux autres ruptures : une rupture politique, puisque les socialistes francophones allaient assez vite se détourner du PS américain et de sa position de fausse neutralité (qui cachait en fait un philo-germanisme bien réel au niveau de la direction du Parti) ; et enfin une rupture de la logique d'intégration nationale dans laquelle ces militants francophones étaient nombreux à s'être engagés en demandant à être naturalisés américains — bien souvent d'ailleurs pour pouvoir, dans le prolongement de leurs engagements associatifs, syndicaux, ou politiques, apporter leur voix au Parti socialiste américain lors des élections locales et nationales.

On perçoit donc l'intérêt qu'il peut y avoir à essayer à remettre en perspective ce moment de rupture débouchant sur la décision de se rallier à la défense de la patrie, et ce en remontant suffisamment loin en arrière pour en comprendre les logiques profondes. Cela est possible parce qu'en fait, ce moment fut précédé durant presque dix ans par un débat long et nourri, qui connut deux phases distinctes. La question fut d'abord abordée sur un plan théorique, autour de questions comme : qu'est que la patrie ?, ou les travailleurs ont-ils une patrie ? ; puis la discussion prit un tour plus pratique et terre-à-terre : quelle position adopter si une guerre éclate ? Or, c'est de ces débats qui ont précédé le processus de décision que l'on peut tirer, me semble-t-il, des enseignements intéressants.

Pour reprendre ce processus depuis le départ, il faut en fait faire un saut de neuf années en arrière, et revenir à l'année 1905. Ce sont précisément les échos de la situation politique en France qui suscitent l'ouverture d'un débat animé. Tout commence en effet avec deux événements politiques majeurs : le 23 avril 1905 s'ouvre à Paris, salle du Globe, le congrès qui va consacrer l'unité de l'ensemble des courants socialistes français pour former le Parti socialiste SFIO. Presque simultanément (le 26 avril), l'enfant terrible du socialisme français, Gustave Hervé, professeur d'histoire révoqué installé dans l'Yonne, refait parler de lui en prononçant au Tivoli Vauxhall devant un auditoire chauffé à blanc un discours incendiaire, dans lequel il proclame haut et fort son « antipatriotisme » irrévocable et son refus non moins irrévocable de quelque guerre que ce soit². Quelques semaines plus tard, il enfonce le clou avec son ouvrage intitulé *Leur Patrie*. Engagé dans une logique de provocation et d'épreuve de force avec le pouvoir, également souhaitée par les anarchistes et les dirigeants syndicalistes révolutionnaires de la CGT qui militent côte à côte au sein de l'Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs (l'AIA, fondée en 1904 à Amsterdam), Hervé va contribuer à déclencher un débat plein de bruit et de fureur y compris parmi les socialistes, un débat en partie arbitré par le pouvoir, qui joue dans un premier temps la carte de la répression dans l'affaire de l'affiche « Aux conscrits » (qui appelle ces derniers à l'insubordination en cas de guerre)³, avant de se voir finalement obligé de battre piteusement en retraite et de promulguer une amnistie qui sort Hervé de prison. Ce débat connaît aussi d'importants prolongements internationaux, dont le point culminant sera la joute oratoire entre Gustave Hervé et le pape de la sociale-démocratie allemande, August Bebel, lors du congrès de l'Internationale socialiste qui s'ouvre le 19 août 1907 à Stuttgart.

C'est peu dire que toute cette agitation et ces affrontements idéologiques sont suivis passionnément par les socialistes franco-américains. Il suffit pour s'en convaincre de relire la collection de leur principal organe, *L'Union des travailleurs*, que Louis Goaziou fait paraître depuis 1901 à Charleroi (Pennsylvanie) et qui tire alors à 1500 ou 2000 exemplaires chaque semaine (et qui est lu par un nombre de lecteurs cinq ou six fois plus important). Comme il le fait toujours, Goaziou laisse les opinions divergentes

² Voir Gilles Heuré, *Gustave Hervé, itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997.

³ Voir Michel Cordillot, « L'antimilitarisme dans l'Yonne, mythe ou réalité ? "L'Affiche rouge" de février 1906 », in Michel Cordillot (dir), « *Plutôt l'insurrection que la guerre !* » *L'antimilitarisme dans l'Yonne avant 1914*, Auxerre, Adiamos-89/SSHNY, 2005, p. 121-151.

s'exprimer sans contrainte et donne à ses lecteurs les éléments d'information et les documents qui leur permettent de se faire une opinion par eux-mêmes. C'est ainsi que le débat s'ouvre dans le numéro du 22 juin 1905, qui propose simultanément en « une » un éditorial de Gustave Hervé (« L'attitude des socialistes en cas de guerre ») et une réponse virulente à ce même article du vétéran blanquiste parisien Henri Fournier, désormais installé à Danbury (Connecticut), et qui est datée du 5 juin — ce qui prouve que ce dernier avait depuis longtemps eu connaissance des écrits d'Hervé par d'autres voies.

Ce n'est pas vrai, nous [les socialistes révolutionnaires] ne détestons pas nos patries ; nous détestons ceux qui les exploitent à leur profit, ceux qui battent la grosse-caisse avec le patriotisme pour conquérir et s'enrichir, mais nous gardons un profond amour pour ce coin de terre qui nous a vu naître, et si éloignés que nous soyons, nous avons un souvenir ému pour le village où se sont écoulées nos jeunes années ; le pays où nous avons aimé, où nous avons espéré, où nous avons souffert.

Et d'ailleurs la France n'est pas seulement cela pour nous, c'est la Patrie de l'Humanité tout entière. En la défendant contre une agression quelconque, c'est la Liberté, c'est la Révolution, c'est même votre droit d'être anarchiste et de le dire que nous défendons, M. Hervé (...)

Pour être d'une facture blanquiste somme toute classique, l'argumentation de Fournier n'en soulève pas moins deux points intéressants. D'abord le fait qu'en tant qu'ils vivent loin du Vieux Pays, et indépendamment du fait que ce soit par décision personnelle ou par contrainte, les socialistes franco-américains ne peuvent pas réfléchir à la question de la patrie d'une manière totalement détachée et abstraite. Leur expérience vécue des moments de nostalgie et de regrets les empêche de voir dans la notion de patrie une notion purement théorique et de surcroît politiquement condamnable. Par ailleurs, la notion même de patrie a ici une double dimension puisqu'elle apparaît à la fois dans sa conception déterministe (le pays natal, et implicitement la langue), et dans sa dimension construite au sens de construction historique et politique (la France des Lumières, patrie de l'Humanité, qui jouit de la liberté d'opinion etc).

Durant les semaines qui suivent, il n'y aura guère de numéro de *l'Union des travailleurs* qui ne revienne, sous une forme ou sous une autre, alimenter ce débat. Se gardant d'intervenir personnellement, Goaziou permet à des points de vue divers et contradictoires s'exprimer, non seulement en publiant des textes parus dans des publications françaises et européennes (par exemple les réponses des dirigeants socialistes européens Vaillant, Bernstein et Vandervelde à la grande enquête lancée par la revue *la Vie socialiste* sur le thème « Socialisme et patriotisme »), mais aussi en

laissant la parole aux abonnés. Bien entendu les réponses à Fournier ne tardent pas. Un certain nombre de lecteurs, à l'image de l'ancien anarchiste rallié au socialisme Jean Brault, se proclament acquis aux thèses d'Hervé : « (...) Quand on voit des hommes qui se disent socialistes faire appel à cette masse inconsciente pour marcher les armes à la main vers la frontière, on est frappé d'horreur (...) Eh bien non, Jaurès et compagnie, nous ne sommes pas des vôtres (...) À bas le patriotisme et vive l'internationalisme ⁴. »

Quant au mineur cégétiste Stanislas Hut, venu en Amérique parce que mis à l'index dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, il est tout aussi virulent, accusant Fournier de préparer des hécatombes de Français. Dans sa réplique, ce dernier laisse pointer un chauvinisme de bel aloi en répondant que ce qu'il souhaite, c'est une hécatombe de « Teutons » et non de Français. Mais il n'en met pas moins le doigt sur une contraction de Hut qui a parlé de la France comme d'une marâtre l'ayant forcé à s'exiler : la notion même d'exil, souligne Fournier, implique un attachement au sol natal, c'est-à-dire à une certaine conception de la patrie.

Au fil des semaines, les passions retombent un peu (d'autant que d'autres questions vont venir à l'automne monopoliser l'attention des militants, notamment les élections américaines et la révolution de Russie). La position exprimée par Louis Dujardin qui évite de s'attarder sur la définition de la patrie pour se concentrer sur l'action antimilitariste peut finalement apparaître comme un compromis acceptable — indépendamment de savoir si elle est réaliste :

Au premier coup de canon, en Allemagne comme en France, faites la grève des soldats, et pour plus de sûreté, tranquillement et en tapinois, organisez-la ! (...) Au lieu de nous entretuer, cherchons à nous unir. Déclarons la guerre à la guerre, crions sus au tyrans : la patrie se meurt, vive l'humanité ⁵ !

Resté étrangement silencieux, ce qui traduit sans doute une indécision dont il est peu coutumier, Goaziou attendra la fin novembre pour donner indirectement une indication sur son inclination personnelle, en faisant précéder de la mention aussi brève qu'explicite « nous prenons plaisir à reproduire » un texte plutôt iconoclaste du théoricien anarchiste bien connu Pierre Kropotkine :

J'ai 62 ans, je ne fais pas de sentimentalisme à l'égard de la France, j'y ai été condamné à la prison, je suis encore sous le coup d'un décret d'expulsion (...) Eh bien, si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose. C'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre... Non pas comme SOLDAT DE LA

⁴ L'Union des travailleurs, 27 juillet 1905.

⁵ L'Union des travailleurs, 21 septembre 1905, « Qu'est-ce que la patrie ».

BOURGEOISIE, MAIS COMME SOLDAT DE LA RÉVOLUTION, dans les légions franches des révolutionnaires, pareilles à celles des Garibaldiens et francs-tireurs de 1871.

FAISONS LA RÉVOLUTION ET COURRONS AUX FRONTIÈRES ⁶.

En fait c'est ici la Commune de Paris qui est invoquée comme modèle historique de référence, dans sa dimension à la fois patriotique et révolutionnaire.

Au cours des trois mois qui suivent, la question de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme devient quelque peu secondaire par rapport à d'autres nouvelles venues de France — et ce malgré le retentissant procès des antimilitaristes, dont les débats et le verdict sont commentés par le dirigeant syndicaliste anarchiste Paul Delesalle dans un article où il souligne avant tout les manquements de la France au respect de la liberté d'opinion. La question de la séparation de l'Église et de l'État et celle des retraites ouvrières vont en effet être abondamment commentées dans les colonnes de *l'Union des travailleurs*. Mais c'est surtout le drame effroyable de Courrières survenu le 10 mars 1906, avec ses 1100 mineurs morts dans des conditions atroces, qui va rappeler à beaucoup de manière cruelle que la notion de patrie n'est pas seulement une abstraction théorique. Parmi les syndicalistes révolutionnaires et les antipatriotes les plus ardents nombreux sont en effet les mineurs du Nord-Pas-de-Calais venus aux Etats-Unis parce que mis à l'index, et presque tous ont laissé au Vieux Pays — où ils aspirent par ailleurs majoritairement à retourner aussitôt qu'ils le pourront — amis et parents. Beaucoup sont personnellement touchés par la tragédie de Courrières, à l'image d'un Jean Brault, qui perd dans cette catastrophe un frère, deux beaux-frères et un neveu.

En fait, le débat autour de l'antipatriotisme et la notion de patrie s'est largement déplacé vers la question de l'antimilitarisme, finalement beaucoup plus consensuelle parmi les socialistes, encore que des désaccords substantiels subsistent quant aux modalités pratiques. Pourtant le débat n'est pas clos, et même si les piques s'accumulent dans les colonnes de *l'Union des travailleurs* contre Gustave Hervé — que quelques-uns persistent à soutenir ⁷, — il subsiste un certain malaise. On en voudra pour preuve la position alambiquée finalement affichée par Goaziou, qui déclare ceci :

N'est-il pas possible d'être tout aussi antipatriote, tout aussi antimilitariste que le camarade Hervé sans pour cela être d'accord avec les méthodes qu'il préconise ? (...) Aujourd'hui, comme hier et demain, les socialistes feront tous leurs efforts pour détruire les préjugés militaristes et patriotiques

⁶ *L'Union des travailleurs*, 23 novembre 1905.

⁷ Dans *l'Union des travailleurs* en date du 3 octobre 1907, Auguste Larondelle s'étonne du mépris manifesté à l'encontre d'Hervé et se déclare « perplexe de voir les socialistes défendre l'armée et la patrie avec tant de feu. »

en même temps que les préjugés qui font encore croire à tant d'ouvriers que s'ils n'avaient pas des patrons pour les exploiter ils mourraient de faim.⁸

Parallèlement, divers contributeurs insistent sur le contraste entre l'hypocrisie du soi disant patriotisme bourgeois et le patriotisme héroïque des communards, qui se sont soulevés pour défendre l'honneur bafoué d'une nation trahie par ses classes dirigeantes⁹.

Pour autant la question est loin d'être tranchée, et une deuxième phase va s'ouvrir dans le débat, qui va prendre une dimension beaucoup plus concrète du fait du conflit qui menace d'éclater entre la France et l'Allemagne à propos de l'affaire marocaine. La polémique reprend alors de plus belle. À Goaziou qui demande « Que faire en cas d'invasion d'une France démocratique et sociale par des armées voulant rétablir l'ordre capitaliste. Faut-il défendre la patrie ? », Stanislas Hut répond : « La patrie est une marâtre. On ne peut être à la fois nationaliste et internationaliste. La Patrie est un nouveau Dieu que l'on fait adorer à l'ouvrier (...) Avec Hervé je dis 'La Patrie est la vache à lait de l'ordre bourgeois' » S'attirant aussitôt cette réplique de Goaziou : « La Patrie est une chose qui existe, qu'on le veuille ou non c'est une réalité. »

Notons quand même que dans toute cette polémique, les raisonnements font toujours référence à la France dès lors qu'il s'agit de s'appuyer sur un exemple pour développer des considérations théoriques, et jamais aux États-Unis. Si la question reste ouverte sur l'existence ou non d'une patrie, il ne saurait en tout cas y avoir de doute sur le pays choisi en cas de réponse positive.

À partir de 1911, évolution de la situation en Europe oblige, c'est la lutte pour une Paix qui apparaît directement menacée, qui s'impose au premier plan des préoccupations des militants. L'heure n'est plus aux débats sur l'antipatriotisme, même si la question n'est jamais totalement absente. En réponse aux « manifestations chauvines imbéciles dont le Quartier latin vient d'être le théâtre », on rappelle ainsi la « Marseillaise de la Paix » de Lamartine, en en citant « quelques vers fameux » :

Déchirez ces drapeaux ! Une autre voix vous crie
L'égoïsme et la haine ont une seule patrie
La fraternité n'en a pas !
Aussi bien que ce cri hardi

⁸ *L'Union des travailleurs*, 12 septembre 1907.

⁹ Voir la contribution d'H. Fournier, « Un point d'histoire » in *L'Union des travailleurs*, 17 octobre 1907, dans laquelle il pose la question suivante : « La Commune s'est-elle faite au nom de l'antipatriotisme ? » ; voir également « Les bluffeurs du patriotisme » (17 octobre 1907) par A. Sargel, « Leur patriotisme », dialogue théâtral, 31 octobre 1907) etc.

Vivent les nobles fils de la vieille Allemagne !

Mais le poids des événements européens est décidément déterminant. Une inflexion nette est bientôt sensible, notamment quand *l'Union des travailleurs* cite de manière totalement acritique un discours resté célèbre du ministre de la Guerre Messimy :

La France républicaine donne au monde un exemple de fierté et de confiance en elle-même.

La nation peut avoir une confiance absolue dans les forces morales et militaires dont elle dispose.

(...)

La France désire la Paix, mais une paix qui ne porte nullement atteinte à ses glorieuses traditions.

Fière de son passé, ayant confiance dans sa force, la France saura se montrer à la hauteur des réalités d'aujourd'hui et des éventualités de demain.

Dans le même temps, des accusations précises commencent à se faire jour contre l'Allemagne à propos de l'affaire marocaine. Un article intitulé « Pourquoi l'Allemagne veut la guerre » fait ainsi totalement l'impasse sur les conflits d'intérêt découlant de la politique colonialiste. Quant à l'attitude à tenir en cas de guerre, elle se précise également. L'insurrection devra répondre à la déclaration de guerre ; mais si les socialistes allemands devaient manquer à leurs devoirs internationaliste, alors le prolétariat français n'aurait pas d'autre choix que se lever pour défendre la République, « grand foyer de pensée libre qui rayonne sur le monde entier » : « Plutôt encore la guerre que le triomphe d'un nouvel Attila sur les peuples d'avant-garde ¹⁰ ».

Pour autant les socialistes franco-américains gardent la tête froide et se contentent à ce stade de formuler des hypothèses. En novembre, *l'Union de travailleurs* critique d'ailleurs sévèrement un groupe d'émigrés italiens de New Bedford qui ont décidé de partir se battre en Turquie pour voler au secours des armées italiennes alors en difficulté, « en ne craignant pas de laisser seules en terre étrangère leurs femmes, leurs fiancées ». Le commentaire est assez révélateur : « À côté de l'attachement qu'on a pour le sol où on est né, nous admettons mille patries, partout où nous trouvons de la bonté, de l'intelligence, de la simplicité, partout où les cœurs fraternels s'approchent des nôtres, vibrent comme nous, partagent notre idéal ». Sans doute ces appréciations sont-elles à replacer dans le contexte plus proprement américain, puisque l'on sort tout juste d'une période électorale qui a apporté aux socialistes de ce pays de réels motifs de se réjouir.

Avec la situation qui s'assombrit en Europe (« La situation politique en Europe est désespérée », titre *l'Union des travailleurs* le 5 décembre 1912), les socialistes franco-américains se sont rapprochés de Gustave Hervé, qui a de son côté mis beaucoup d'eau

¹⁰ *L'Union des travailleurs*, 19 octobre 1911.

dans son vin. C'est notamment son compte-rendu du congrès socialiste international convoqué en urgence à Bâle par les instances dirigeantes de la Deuxième Internationale socialiste qui est reproduit le 19 décembre à la une du journal : « Le congrès international de Bâle, expédié, bâclé en 24 heures, n'a été qu'une manifestation, mais une manifestation impressionnante, émouvante, et qui fera réfléchir les gouvernements des grandes puissances. »

La pression étant quelque peu retombé en Europe, les socialistes vont s'illusionner quant à leur capacité de dissuasion politique. Et alors que les débats font rage en France sur la question de la loi de trois ans qui vise à allonger d'un an la durée du service militaire, les socialistes franco-américains ont désormais largement l'esprit ailleurs. L'année 1913 est presque tout entière mise à profit pour capitaliser les retombées de la percée électorale des socialistes lors de l'élection présidentielle de novembre 1912, qui a vu leur candidat Eugene Debs — né de parents alsaciens francophiles faut-il le rappeler —, obtenir près d'un million de voix et de 6% des suffrages. Et la grande affaire durant le premier semestre de l'année 1914 est la reconnaissance officielle par la direction nationale du Parti socialiste américain de la Fédération de langue française au terme d'une longue procédure statutaire, reconnaissance qui couronne près de dix années d'efforts volontaristes des socialistes francophones des États-Unis pour exister et être reconnus en tant que tels. L'autre avancée importante concerne la résorption du déficit chronique qui a constamment handicapé *l'Union des travailleurs* et semble annoncer un nouvel élan.

Aussi, lorsque les événements se précipitent fin juillet 1914, les socialistes franco-américains sont-ils d'abord incrédules, comme pétrifiés par l'horreur devant les informations qui leur parviennent à flot continu. Annonçant en « une » l'assassinat de Jaurès, *l'Union des travailleurs* en date du 6 août garde un ton neutre et factuel qui traduit une forme de désarroi. Le moment de vérité est arrivé, et tout dépend désormais de l'attitude que vont adopter les socialistes européens. Vont-ils oser s'opposer frontalement à la guerre, vont-ils être suffisamment forts pour contrecarrer les desseins criminels des auteurs de guerre ? Une semaine plus tard, Louis Goaziou est forcé de se rendre à l'évidence. En Europe, les socialistes ont failli à leurs engagements solennels. Sa première réaction est de marquer une certaine distance par rapport aux événements tragiques. Critiquant un journaliste du *Courrier franco-américain* qui a appelé les Français des États-Unis à retourner au pays pour se battre, il laisse libre cours à son

amertume ¹¹ : « Le rédacteur de *l'Union des Travailleurs* n'a aucun désir d'aller se faire tuer en Europe et se garde bien de prêcher aux autres ce qu'il ne voudrait pas faire lui-même. Si tous étaient de son avis, les soldats français et les soldats allemands au lieu de s'entretuer comme des imbéciles dans l'intérêt de leurs exploiters, lèveraient la crosse en l'air et diraient à ceux qui ont déclaré la guerre de la faire aussi. »

Lucide et donc pessimiste, l'action qu'il préconise à ce stade n'est pas une prise de position en faveur de la patrie ¹². Elle relève davantage d'une démarche humanitaire : « (...) les Européens, pour obéir à quelques fous, ont décidé de se conduire à nouveau comme des sauvages. Il y aura des milliers de victimes innocentes. Et c'est vers elles que va notre pensée. Nous faisons donc appel aux Français, Belges, Suisses, Italiens etc qui lisent le journal de se mettre (*sic*) immédiatement, dans leur localité, à organiser de façon pratique la collection de secours pour les malheureuses et innocentes victimes du terrible conflit qui vient de commencer. »

Il veut encore espérer que les socialistes européens ont été pris par surprise, mais qu'un sursaut va se produire : « Nous osons souhaiter que, dans la limite du possible, nos camarades socialistes en Europe feront leur devoir et se réserveront pour le jour propice où ils pourront renverser les gouvernements qui les poussent à la guerre. »

Mais même s'il n'ose pas encore le dire, il sent bien que la déferlante patriotique a tout emporté sur son passage. Aussi ne cherche-t-il pas à s'y opposer de manière frontale et tente plutôt de contourner l'obstacle :

Le véritable patriotisme consiste à se battre pour le droit et la justice et non pour les tyrans et les exploiters. Durant cette guerre, les soldats maltraités et injuriés par leurs officiers en temps de paix profiteront sans doute des occasions qui se présenteront de se débarrasser de la sale engeance des gradés alcooliques et arbitraires. À la guerre comme à la guerre. Ceux qui commandent le feu ne doivent pas se plaindre s'ils en sont les premières victimes.

Durant tout le mois d'août, *l'Union des travailleurs* continue de nourrir des illusions (« Dans tous les pays, nos camarades ont tenu leurs positions pour empêcher la guerre » ¹³), montant en épingle une poignée de manifestations ultraminoritaires de protestation contre la guerre à Berlin, Vienne, ou Paris, appelant les francophones par la voix du dirigeant Florent Deschamps à rejoindre les rangs de la Fédération socialiste de langue française : « La classe ouvrière n'a qu'une chose à faire (...) elle entre en

¹¹ *L'Union des travailleurs*, 13 août 1914.

¹² « Nous plaignons du fond de notre cœur les ouvriers en Europe qui sont obligés par la force des circonstances à participer à la guerre actuelle, mais nous plaçons dans la catégorie des aliénés les ouvriers européens qui se trouvent aux États-Unis et parlent d'aller défendre leur patrie. » *L'Union des travailleurs*, *id.*

¹³ *L'Union des travailleurs*, 27 août 1914.

masse au Parti socialiste (...). C'est le seul parti qui, dans ses congrès nationaux et internationaux, passe des résolutions contre la guerre qu'a toujours voulue la classe capitaliste. C'est le seul parti qui, demain, apportera la paix internationale¹⁴. »

En contrepoint à ces appels pathétiques à force d'impuissance, l'évolution de la situation militaire sur le terrain amène la direction du journal à prendre de fait un virage défensiste d'abord implicite : « Si tous les Allemands qui ont mis pieds (*sic*) sur le territoire belge y laissent leur peau, ils n'auront que le sort qu'ils méritent. (...) Nos camarades belges, tout en étant fiers de l'héroïque défense offerte par leurs compatriotes devant l'invasion allemande, discutent avec tristesse les nouvelles de la guerre. Ils ont là-bas des êtres qui leur sont chers. (...) Les envahisseurs barbares pillent partout sur leur passage. »

Là encore une réalité incontournable joue son rôle. L'évolution des opérations militaires fait que parmi les régions qui sont les premières et les plus durement touchées figurent la Belgique et le bassin minier du Nord Pas-de-Calais. Or, c'est précisément de là que sont originaires la majorité des lecteurs de *l'Union des Travailleurs* et des adhérents de la Fédération socialiste de langue française. La guerre prend donc aussitôt pour eux une dimension d'autant plus concrète et tragique que tous ont des parents ou des amis dans les régions envahies ou situées sous le feu des canons ennemis, quand elles ne sont pas au beau milieu du champ de bataille. Louis Gaziou a beau s'en prendre avec véhémence aux militaristes fauteurs de guerre qui conspuaient les socialistes quand ces derniers réclamaient la paix et le désarmement (« vous pouvez vous réjouir, militaristes maudits, devant les résultats de vos criminels désirs de revanche, l'Europe prend un bain de sang¹⁵. »), il comprend vite qu'une position uniquement humanitaire et critique n'est pas tenable. À la mi-septembre, il se rallie avec des réserves à la Défense nationale : « Nous sommes partisans de la paix, mais d'une paix honorable, et elle ne peut pas l'être avant que les criminels qui ont envahi la Belgique n'aient reçu la punition méritée, avant que les gouvernements militaristes n'aient été détruits, et le désarmement des nations garanti¹⁶. » Et malgré les conditions politiques ainsi posées, l'évocation historique de la Patrie en danger sonne comme un ralliement définitif à l'Union sacrée, même s'il se refuse encore à dire son nom : « Les soldats belges marchent contre l'envahisseur comme les volontaires de la Révolution

¹⁴ *L'Union des travailleurs*, 20 août 1914.

¹⁵ *L'Union des travailleurs*, 3 septembre 1914.

¹⁶ *L'Union des travailleurs*, 17 septembre 1914.

de 1792. Il en est de même en France ¹⁷. » C'est aussi à partir de cette date que vont se multiplier des faits qui ne trompent pas : départ de volontaires qui souhaitent se battre — au premier rang desquels un des frères de Louis Goaziou, lui-même ancien militant anarchiste ¹⁸, désaméricanisation et refrancisation ostensible du prénom de militants installés depuis longtemps aux États-Unis, retour en grâce de Gustave Hervé, devenu jusqu'aboutiste, dont un éditorial est reproduit pratiquement chaque semaine dans les colonnes de *l'Union des travailleurs* etc.

Ce ralliement à la défense de la Patrie suppose toutefois encore une rupture politique avec les socialistes allemands. Ce sera chose faite une semaine plus tard : comparant défavorablement l'attitude des sociaux-démocrates allemands en 1914 avec l'attitude plus offensive de Bebel et Liebknecht en 1870, qui avaient accepté de faire de la prison pour avoir protesté contre la poursuite de l'invasion de la France après la victoire de Sedan et la chute de l'empire, Goaziou lâche : « une honte de la guerre c'est la conduite des socialistes allemands ¹⁹. » Ce qui l'amènera dans la foulée à se dresser contre les principaux dirigeants germanophones du Parti socialiste américain, Berger, Hillquit et Lanferding, nommément accusés d'être favorables à l'Allemagne ²⁰. Dans le même temps, les sections socialistes francophones locales s'impliquent à fond dans la souscription en faveur des victimes de guerre, tandis que *l'Union des Travailleurs* développe une ligne de soutien critique aux Alliés ²¹.

Le divorce n'est pas encore définitivement consommé avec le Parti socialiste américain, et fin octobre, *l'Union des Travailleurs* appelle à voter pour ses candidats à l'occasion des élections qui ont lieu comme chaque année début novembre. Mais dès le 5 novembre, un article de l'ex-bagnard anarchiste Laurent Casas donne le signal de la rupture définitive, tant avec le PSA qu'avec les IWW : « Tant que dureront les hostilités, tous ceux qui se montreront contre le gouvernement français de la Défense nationale, seront considérés par moi comme des ennemis, peu m'importe qu'ils se couvrent de l'étiquette de socialiste ou de syndicaliste. »

Il ne fait guère de doute qu'à cette date, ce point de vue est partagé par la quasi totalité des lecteurs de *l'Union des travailleurs* ; ce même journal distille par ailleurs des critiques acerbes contre la direction du PSA et non plus seulement contre les seuls

¹⁷ *L'Union des travailleurs*, *id.*

¹⁸ *L'Union des travailleurs*, 10 décembre 1914.

¹⁹ *L'Union des travailleurs*, 24 septembre 1914.

²⁰ *L'Union des travailleurs*, 1^{er} octobre 1914.

dirigeants germanophones (« Le comité exécutif du Parti socialiste américain (...) a montré qu'il était aussi extravagant que peu courageux (...) Notre charmant comité exécutif veut à tout prix que les Belges et les Français embrassent les sauvages qui ont envahi leur pays ²².. »

Tirant un bilan sans complaisance de la situation au dernier jour de l'année 1914, Louis Goaziou écrit : « L'année 1914 a vu la faillite de la sociale-démocratie allemande qui s'est montrée dépourvue de principes internationalistes, de courage et d'honneur (...) Il est aussi triste de constater qu'aux États-Unis, la plupart des leaders du mouvement socialiste se sont montrés plus lâches encore que les social-démocrates (*sic*) allemands (...) Ils n'ont pas eu le courage de placer la responsabilité de la guerre sur des têtes coupables ²³. »

À cette date, seule une poignée d'irréductibles vitupèrent encore les « patriotards », mais ils sont devenus quasiment inaudibles. Même un Jean Brault pourtant peu connu pour son inclination au compromis accepte désormais l'idée que la priorité des priorités est d'en finir avec le « bandit d'Allemagne ».

L'épilogue ultime sera la proposition faite par Florent Deschamps que la Fédération socialiste de langue française se déclare indépendante et sorte du PSA ²⁴, entérinant du même coup une rupture politique majeure.

On peut à ce stade tirer quelques conclusions et formuler quelques hypothèses.

Les débats autour de la question de l'hervéisme et de l'antipatriotisme ont fait apparaître de manière plus ou moins claire que la majorité des socialistes francophones ont de la patrie une conception d'abord déterministe, souvent dictée par la nostalgie du pays natal, de la langue, un sentiment lié à l'éloignement, dont on pourrait même dire qu'il semble se renforcer à mesure que le temps passe. À ce stade, ils sont toutefois prisonniers d'une contradiction, puisque la plupart sont simultanément engagés dans un processus d'intégration dans la société américaine qui est à la fois social (avec pour beaucoup une certaine forme de promotion sociale par rapport à la situation qu'ils ont connue antérieurement en France), politique (par l'adhésion au PSA et la participation aux luttes politiques américaines) et nationale (par l'acquisition de la citoyenneté

²¹ C'est ainsi que les militaristes français sont accusés d'avoir contribué à renforcer l'Allemagne en massacrant les communards et par leurs agissements contre l'instauration en France d'une République démocratique et sociale. Cf *L'Union des Travailleurs*, 1^{er} octobre 1914.

²² *L'Union des travailleurs*, 3 décembre 1914.

²³ *L'Union des travailleurs*, 31 décembre 1914.

²⁴ *L'Union des travailleurs*, 8 avril 1915.

américaine). L'éclatement de la Première Guerre mondiale, s'il renforce leur attachement à leur patrie d'origine dans son acception déterministe, va également avoir pour résultat de transformer un refus plus ou moins affirmé de considérer comme leur patrie une nation qui s'est construite sans eux, voire contre eux, pour en arriver finalement à accepter sans réticence une patrie dont la dimension en tant que construction historique et sociale est soudainement idéalisée par l'exaltation de la démocratie et de la République par opposition à l'empire autoritaire existant en Allemagne. Ce basculement a bien entendu été favorisé par le fait que l'envahisseur c'est l'Autre (même s'il peut être admis que les responsabilités sont partagées), et que les régions envahies et qui souffrent sont celles d'où sont originaires la grande majorité de ces militants. On observe donc un découplage entre la notion d'appartenance nationale et celle de loyauté patriotique. Même devenus américains, ces immigrants politisés restent fondamentalement des Français ou des Belges, et c'est cela qui détermine leur loyauté patriotique instinctive. Leur loyauté politique passe de même par un alignement sur les positions prises par leurs camarades dans leur pays d'origine, plutôt que sur celles d'un Parti socialiste américain dont ils n'ont pourtant eu de cesse d'être reconnus membres en bonne et due forme.

Cela m'amène finalement à revenir sur la notion même de « transplanté » telle qu'elle a été théorisée par John Bodnar. Ne doit-on pas considérer qu'en ce qui concerne la première génération, une dimension essentielle de l'ethnicité qui se construit au sein des communautés de migrants reste la loyauté patriotique implicitement acquise au Vieux Pays dès lors que les circonstances l'exigent ? Auquel cas l'on devrait alors admettre que la transplantation d'un migrant n'est jamais quelque chose de définitivement acquis.